

## FORMULAIRE DE CONFIRMATION DU RESPECT DES REGLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE DANS LE CADRE DE L'AIDE AUX STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT

### DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Transmettez l'original au guichet unique avec votre demande de subvention et conservez un exemplaire.

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_

Date de réception : | | | | | | | | | |

### INFORMATIONS A L'ATTENTION DU SIGNATAIRE

#### Dans quel cas remplir ce formulaire ?

Ce formulaire doit être rempli et joint à la demande d'aide FEADER lorsque celle-ci est présentée par un acheteur public ou privé soumis aux principes définis dans le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales, les organismes qualifiés de droit public (OQDP), etc.

#### Rappel de la réglementation

##### Le respect des règles de la commande publique

Le règlement (UE) n°809/2014 précise que les bénéficiaires d'aide FEADER doivent respecter les règles de la commande publique lorsqu'ils sont soumis au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Ce décret s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2016.

##### Le commencement d'exécution de l'opération

Le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 complété par l'arrêté du 8 mars 2016 pris pour son application précisent pour le FEADER que seules les dépenses qui ont été effectuées après le dépôt d'une demande préalable sont éligibles.

La date de commencement d'exécution d'une opération correspond à la date du premier acte juridique passé pour la réalisation du projet.

Un marché public est un acte juridique passé pour réaliser le projet. Aucun marché public passé pour la réalisation d'une opération faisant l'objet d'une demande d'aide ne peut donc débiter avant la date à partir de laquelle le commencement d'exécution de l'opération est autorisé, conformément à la notice explicative du dispositif d'aide FEADER correspondante.

Concernant le commencement d'exécution de l'opération, la date à prendre en compte pour vérifier que le marché n'a pas commencé avant la date de commencement d'exécution FEADER est **la date d'effet du marché public qui concerne l'opération FEADER**. Si un marché n'a pas de lien direct avec l'opération FEADER, il n'est pas à prendre en compte.

Après la mise en concurrence, le marché public est attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères définis par l'acheteur dès le début de la procédure.

Conformément à l'article 103 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'organisme public informe le fournisseur ou le prestataire retenu (on parle alors de notification). Le contrat prend effet à la date de réception de la notification par le soumissionnaire retenu (qui devient le titulaire du marché).

#### Cas particuliers

- Marché à tranches optionnelles : le commencement d'exécution correspondra à la date de notification de la décision d'affermissement de la tranche correspondant à l'opération FEADER.
- Accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commandes : le commencement d'exécution correspondra à la date de la notification du premier bon de commande concernant l'opération FEADER.
- Accords-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents : la date d'effet sera la date de notification du marché subséquent.
- Marché de maîtrise d'œuvre : les marchés de maîtrise d'œuvre concernent la réalisation d'éléments de conception et d'assistance. Une partie des tâches de la maîtrise d'œuvre peut correspondre aux frais généraux prévus dans le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 complété par l'arrêté du 8 mars 2016 pris pour son application. Le marché de maîtrise d'œuvre ne constitue donc pas un commencement d'exécution pour l'opération FEADER.

#### Sanctions éventuelles

En cas de non-respect d'une ou plusieurs règles de passation des marchés publics pour la réalisation de l'opération subventionnée par le FEADER, une décision de déchéance totale de l'aide pourra être prise.

## INTITULE DU PROJET :

### IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE ET DE SON REPRESENTANT LEGAL

Se reporter au formulaire de demande d'aide

N° SIRET : <i>attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises</i>	
NOM de la structure demandeuse :	
Nom, Prénom du représentant légal de la structure demandeuse:	
Fonction du représentant légal : <i>(maire, président...)</i>	
Statut Juridique : <i>(Association loi 1901, collectivité, groupement de communes, autres...)</i>	

### ENGAGEMENTS DU REPRESENTANT LEGAL

☐ **Je suis informé(e)** que la date de commencement du marché public constitue un commencement d'exécution de l'opération FEADER et qu'à ce titre, **la date du commencement du marché public doit être postérieure à la date autorisée pour le commencement de l'opération FEADER**, telle que définie dans la notice explicative du dispositif d'aide dans le cadre duquel je dépose une demande d'aide. **A défaut, l'opération FEADER sera considérée comme inéligible.**

*Cocher la case correspondant à la situation de votre structure :*

☐ **Je certifie sur l'honneur que la structure dont je suis le représentant légal n'est pas soumise aux règles de la commande publique pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une aide FEADER**, et ce pour le motif suivant :

---

---

☐ **Je m'engage à respecter les règles de passation des marchés publics pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une aide FEADER.** Ce(s) marché(s) sont décrits dans le(s) tableau(x) ci-dessous.

## DESCRIPTION DES MARCHES PREVUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPERATION

*Si l'opération fait l'objet de plus de deux marchés, veuillez remplir plusieurs exemplaires de ce formulaire.*

Objet du marché :

Montant du marché \_\_\_\_\_ €

Procédure ☐ Dispense ☐ Adaptée ☐ Formalisée

Type de marché ☐ Travaux ☐ Fournitures ou services  
☐ Accord-cadre exécuté par la conclusion de marchés subséquents  
☐ Accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande  
☐ Marché à tranches optionnelles  
☐ Autres : \_\_\_\_\_

Publicité ☐ Publicité non obligatoire  
☐ BOAMP  
☐ JAL  
☐ Profil acheteur  
☐ JOUE  
☐ Autres : \_\_\_\_\_

Objet du marché :

Montant du marché \_\_\_\_\_ €

Procédure ☐ Dispense ☐ Adaptée ☐ Formalisée

Type de marché ☐ Travaux ☐ Fournitures ou services  
☐ Accord-cadre exécuté par la conclusion de marchés subséquents  
☐ Accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande  
☐ Marché à tranches optionnelles  
☐ Autres : \_\_\_\_\_

Publicité ☐ Publicité non obligatoire  
☐ BOAMP  
☐ JAL  
☐ Profil acheteur  
☐ JOUE  
☐ Autres : \_\_\_\_\_

Nom et prénom du demandeur ou du représentant de la structure :

Qualité :

Certifié exact et sincère le :

Cachet de la structure :

Signature du demandeur ou du représentant légal:

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au guichet unique.

A ce stade, les données contenues dans le présent formulaire seront communiquées uniquement aux différents financeurs de votre dossier.